

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



48174

Distr.
GENERALE

E/CN.14/RES/89(V)
2 mars 1963

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Cinquième session
Léopoldville, février-mars 1963

ETUDES DE L'OMM SUR LA LUTTE ANTIACRIDIEENNE

Résolution 89(V) adoptée par la Commission à sa 99e séance plénière
le 2 mars 1963

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente de la nécessité de développer les applications de la
météorologie pour aider au développement économique de l'Afrique,

Rappelant la recommandation de l'Association régionale pour l'Afrique
de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), tendant à la création
d'un bureau régional de cette Organisation en Afrique,

Notant avec satisfaction l'assistance technique toujours grandissante
fournie par l'OMM au continent africain, au plan national et au plan régional,

Notant en particulier, les études de l'OMM en liaison avec la campagne
de lutte antiacridienne et l'intention de cette Organisation de convoquer
un cycle d'étude sur ce sujet dans le courant de l'année,

1. Prie le Secrétaire exécutif de faire savoir à l'OMM qu'elle appuie la
proposition tendant à la création d'un bureau régional et qu'elle souhaite
que l'assistance soit encore élargie,

2. Insiste auprès des gouvernements des Etats membres de la CEA directe-
ment intéressés par la campagne de lutte antiacridienne pour qu'ils
adressent immédiatement à l'OMM leurs demandes à l'effet d'organiser un
cycle d'étude sur les aspects météorologiques du problème.

- - - - -

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



47451

Distr.
GENERALE



E/CN.14/232/Add.1
4 février 1963

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Cinquième session
Léopoldville, février - mars 1963
Point 16 de l'ordre du jour provisoire

RESOLUTIONS ET DECISIONS INTERESSANT LA COMMISSION
ADOPTÉES PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL A SES TRENTE-
TROISIÈME ET TRENTE-QUATRIÈME SESSIONS A LA REPRISE DE
SA TRENTE-QUATRIÈME SESSION ET PAR L'ASSEMBLÉE
GENERALE A SA DIX-SEPTIÈME SESSION

RESOLUTIONS ET DECISIONS INTERESSANT LA COMMISSION
ADOPTÉES PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL A SES TRENTE-
TROISIEME ET TRENTE-QUATRIEME SESSIONS A LA REPRISE DE
SA TRENTE-QUATRIEME SESSION ET PAR L'ASSEMBLEE
GENERALE A SA DIX-SEPTIEME SESSION

A) Résolutions appelant une action de la part de la Commission ou sur
lesquelles il convient d'appeler son attention.

Résolution 927(XXXIV) du Conseil - Mandat de la Commission économique pour
l'Afrique

1. Un rapport consacré à cette résolution a été présenté à la cinquième
session (E/CN.14/183).

Résolution 1748 (XVII) de l'Assemblée générale - Admission de la République
du Rwanda à l'organisation des Nations Unies.

Résolution 1749 (XVII) de l'Assemblée générale - Admission du Royaume de
Burundi à l'organisation des Nations Unies.

Résolution 1754 (XVII) de l'Assemblée générale - Admission de la République
algérienne démocratique et populaire à l'organisation des Nations Unies.

Résolution 1758 (XVII) de l'Assemblée générale - Admission de l'Ouganda à
l'organisation des Nations Unies.

2. En vertu de ces résolutions, l'Algérie, le Burundi, l'Ouganda et le
Rwanda sont devenus membres des Nations Unies. Conformément au paragraphe
5 du mandat de la Commission économique pour l'Afrique, leur admission à
la CEA est acquise.

Résolution 1778 (XVII) de l'Assemblée générale - Coopération internationale
visant à aider au développement des moyens d'information dans les pays peu
développés.

3. Dans cette résolution, l'Assemblée générale prend note de la résolution 888 E (XXXIV) du Conseil économique et social, qui mentionnait les conférences organisées à ce sujet avec les collaborations respectives de la CEAEO, de la CEPAL et de la CEA et invite les commissions régionales en particulier à aider les pays peu développés, selon qu'il conviendra, à développer et à renforcer leurs moyens d'information nationaux.

Résolution 1809 (XVII) de l'Assemblée générale -- Comité spécial pour les territoires administrés par le Portugal.

4. L'Assemblée générale prie le Secrétaire général de transmettre le rapport du Comité spécial, ainsi que les comptes rendus des débats de la quatrième Commission sur cette question, à la CEA et à la CEAEO.

Résolution 1820 (XVII) de l'Assemblée générale -- Déclaration du Caire des pays en voie de développement.

5. Dans cette résolution, l'Assemblée générale recommande aux Etats Membres des Nations Unies, au Conseil économique et social et aux autres organes de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux institutions spécialisées, de "prendre en considération les principes de la déclaration (du Caire) lorsqu'ils traiteront de questions concernant le développement économique et social". Le texte de la déclaration figure aux documents E/3682 et A/5162.

Résolution 1823 (XVII) de l'Assemblée générale -- Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales.

6. Dans le paragraphe 2 du dispositif de cette résolution, l'Assemblée générale accueille avec satisfaction la résolution 879 (XXXIV) du Conseil économique et social et l'expression pratique donnée à la politique de décentralisation au moyen des tâches que le Conseil a assignées aux commissions économiques régionales et, dans le paragraphe 3 du dispositif, il prie le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa dix-huitième session, ses recommandations sur les nouvelles mesures qui pourraient être nécessaires pour donner suite aux décisions de l'Assemblée sur la décentralisation en tenant compte notamment des vues du Conseil économique et social

et des vues des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales, communiquées par l'intermédiaire du Secrétaire général. L'Assemblée prie également le Secrétaire général de poursuivre la politique de décentralisation en tenant compte des intérêts des Etats qui ne sont membres d'aucune commission régionale et en prenant à cet effet les mesures nécessaires pour faire en sorte que ces Etats bénéficient des mêmes avantages que s'ils étaient membres des commissions régionales. L'Assemblée recommande au Secrétaire général de continuer à organiser des réunions des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales, pour leur permettre de discuter les questions d'intérêt commun et d'échanger des données d'expérience, notamment sur le déroulement des activités décentralisées.

Résolution 1824 (XVII) de l'Assemblée générale - Rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la formation du personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement.

7. Dans le paragraphe 5 du dispositif, l'Assemblée générale prie les organes des Nations Unies chargés de l'exécution des programmes d'assistance technique, les commissions économiques régionales et les institutions spécialisées intéressées "d'intensifier leurs efforts pour mettre sur pied des projets nationaux et régionaux, dont l'objet est de former du personnel technique national pour l'industrie".

Résolution 1828 (XVII) de l'Assemblée générale - Réforme agraire

8. Faisant sienne la décision du Conseil économique et social consignée dans la résolution 887 (XXXIV), l'Assemblée générale recommande aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées de coopérer étroitement avec le Secrétaire général, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et les autres institutions spécialisées, en vue de rassembler les données nécessaires pour préparer le quatrième rapport sur les programmes de réforme agraire, et exprime l'espoir que, inter alia, les commissions économiques régionales fourniront aux gouvernements toute l'assistance nécessaire à cet effet.

Résolution 1832 (XVII) de l'Assemblée générale - Développement de l'éducation en Afrique.

9. Dans cette résolution, l'Assemblée générale rappelle sa résolution 1717 (XVI), la résolution 905 (XXXIV) du Conseil économique et social et la résolution 45 (IV) de la CEA, et prend acte avec satisfaction de l'assistance accordée par les Nations Unies, et en particulier par la Commission économique pour l'Afrique, aux gouvernements africains dans le domaine de l'éducation. Elle recommande aux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, et en particulier à la Commission économique pour l'Afrique "d'accroître encore l'assistance technique et les autres formes d'assistance dans le domaine de l'éducation, y compris l'octroi de subventions et de prêts par les institutions compétentes, dans les limites de leurs moyens". Dans le paragraphe 6 du dispositif, l'Assemblée demande à la Commission économique pour l'Afrique de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, pour fournir le secrétariat et les services techniques nécessaires à la conférence permanente des ministres de l'éducation des pays africains.

Résolution 1838 (XVII) de l'Assemblée générale - Accroissement démographique et développement économique.

10. L'Assemblée générale recommande au Conseil économique et social, agissant en coopération, notamment, avec les commissions économiques régionales, d'intensifier ses études et recherches sur les rapports qui existent entre l'accroissement démographique et le développement économique, en prêtant une attention particulière aux investissements dont les pays en voie de développement ont besoin pour leur équipement sanitaire et scolaire, dans le cadre de leurs programmes généraux de développement.

B) Autres résolutions intéressant la Commission

Résolution 1785 (XVII) de l'Assemblée générale - Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

11. L'Assemblée générale recommande que le Conseil économique et social convoque la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, aussitôt que possible après la trente-sixième session du Conseil qui doit se tenir en juillet 1963, et en tout cas à une date qui ne soit pas postérieure aux premiers mois de 1964. Elle prie le Secrétaire général

d'aider le Comité préparatoire, en établissant la documentation nécessaire à l'occasion de la Conférence, selon les directives énoncées dans la résolution 917 (XXXIV) du Conseil économique et social.

Résolution 1797 (XVII) de l'Assemblée générale - Politique intégrée en matière de programme et de budget.

12. Dans cette résolution, l'Assemblée générale prie le Conseil économique et social de tracer un cadre dans lequel il pourra indiquer la priorité à accorder aux programmes et projets des domaines économique et social et du domaine des droits de l'homme, compte tenu des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

13. Se référant à cette résolution, le Secrétaire général a présenté un certain nombre de propositions au Conseil économique et social, à la reprise de sa trente-quatrième session (E/3702). L'examen de la plupart de ces propositions, et notamment de celles qui ont un rapport avec les activités des commissions économiques régionales, a été renvoyé à la trente-cinquième session du Conseil (avril 1963).

Résolution 1830 (XVII) de l'Assemblée générale - Inflation et développement économique.

14. L'Assemblée générale prie le Secrétaire général d'établir, compte tenu des études, des vues et de l'expérience des commissions économiques régionales et des autres institutions, une étude précisant les rapports d'interdépendance qui entrent en jeu dans ce domaine, et de présenter un rapport d'activité sur cette question au Conseil économique et social, au plus tard lors de sa trente-huitième session.

Résolution 1837 (XVII) de l'Assemblée générale - Déclaration sur l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées à la suite du désarmement.

15. L'Assemblée générale s'associe à la résolution 891 (XXXIV) du Conseil économique et social et invite le Secrétaire général et les gouvernements des pays en voie de développement à intensifier leurs efforts "en vue d'établir et d'exécuter des projets judicieusement conçus et des plans de

développement bien intégrés d'un caractère national et régional, comme le prévoit la résolution 1708 (XVI) de l'Assemblée générale, dont l'exécution pourrait être accélérée dans le cadre d'un programme économique de désarmement, dès l'instant où des ressources additionnelles seraient libérées, à la suite d'un accord de désarmement général et complet sous contrôle international efficace.

Résolution 1851 (XVII) de l'Assemblée générale - Plan des conférences.

16. L'Assemblée générale modifie l'alinéa c du paragraphe 2 de sa résolution 1202 (XII) pour y inclure la CEA. L'alinéa modifié est ainsi libellé:

"2 c) Les sessions ordinaires de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, de la Commission économique pour l'Amérique latine et de la Commission économique pour l'Afrique, ainsi que les réunions de leurs organes subsidiaires, pourront se tenir en dehors du siège de la commission intéressée, lorsque celle-ci en aura ainsi décidé, sous réserve, dans le cas des sessions ordinaires de ces commissions, de l'approbation du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale".